



## **Les aspects juridiques essentiels de la loi du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile**

**par Roland BEMBELLY,  
Avocat au Barreau de la Seine-Saint-Denis**

La loi du 20 novembre 2007 fixe les nouvelles dispositions dans le domaine de l'intégration et de l'asile<sup>1</sup>.

En matière de l'intégration, la loi prévoit que le ressortissant étranger, âgé de plus de seize ans (16 ans) et de moins de soixante quinze ans pour lequel le regroupement familial est sollicité, devra bénéficier dans son pays d'origine, d'une évaluation de son degré de connaissance de la langue française et des valeurs de la République. Pour ce faire, Il pourra suivre une formation minimum de deux mois. Celle-ci sera sanctionnée par la délivrance d'une attestation de suivi. L'obtention du visa est subordonnée à l'obtention de ladite attestation.

Aux termes de l'article L 311-9 du CESEDA, Les candidats admis au regroupement familial (étranger et conjoint) doivent conclure « un contrat d'accueil et d'intégration » afin de préparer l'intégration républicaine de la famille dans la société française.

Longtemps débattu, suscitant des positions divergentes tant au sein du gouvernement que de l'opposition, l'amendement MARIANI sur l'identification biologique (test ADN) fût validé, avec réserves, par la décision du Conseil Constitutionnel du 15 novembre 2007<sup>2</sup>.

En effet, selon l'article 13 de la loi, le demandeur d'un visa (ou son représentant légal) pour un séjour supérieur à trois mois, ressortissant d'un Etat dans lequel l'état civil présente des lacunes ou carences qui souhaite rejoindre ou accompagner l'un des parents titulaires d'un titre de séjour peut, en cas d'inexistence de l'acte d'état civil ou lorsqu'il a été informé par les agents diplomatiques ou consulaires de l'existence d'un

---

<sup>1</sup> J.O. N° 270 du 21 novembre 2007.

<sup>2</sup> Décision du Conseil Constitutionnel N° 2007-577 DC du 15 novembre 2007.

doute sérieux sur l'authenticité de celui ci qui n'a pu être levé par la possession d'état telle que définie à l'article L 311- 1 du Code Civil, demander que l'identification du demandeur de visa par ses empreintes génétiques soit recherchée afin d'apporter un élément de preuve d'une filiation déclarée avec la mère du demandeur du visa (article L111-6 du CESEDA dans sa nouvelle rédaction).

Une condition et une information sont délivrées à l'étranger : le consentement de ce dernier doit être recueillie de façon préalable et expresse. Il doit être informé de la portée et des conséquences d'une telle mesure.

Saisi sans délai par les agents diplomatiques et consulaires, le TGI de Nantes statue sur la nécessité de la mise en œuvre de la mesure après avoir effectué toutes les investigations utiles et dans le respect du principe du contradictoire. Ainsi, il désigne une personne habilitée à mener cette mission. La décision du TGI de Nantes et, le cas échéant, les conclusions des analyses d'identification sont communiquées aux agents diplomatiques ou consulaires. Les frais d'analyses sont pris en charge par l'Etat.

La durée d'expérimentation des analyses ne peut pas dépasser les 18 mois (jusqu'au 31 décembre 2009). Autrement dit, une évaluation se fera à la fin de l'année 2009.

Par ailleurs, l'article L 313-12 du CESEDA prévoit de « protéger » le conjoint étranger. En effet, en cas de violences conjugales subies de la part de son conjoint avant ou après la délivrance d'un titre, le conjoint victime de violences bénéficie d'un titre de séjour mention « vie privée et familiale » après son arrivée en France. Elle ne peut faire l'objet ni de retrait ni de refus de renouvellement de son titre de séjour.

Dans le domaine du droit d'asile, la Commission des Recours des Réfugiés change de dénomination : elle devient la Cour Nationale du Droit d'Asile (article 29 de la loi).

En ce qui concerne les étrangers placés en zone d'attente, lorsqu'un étranger, dont l'entrée sur le territoire au titre de l'asile a été refusée, dépose un recours en annulation sur le fondement de l'article L 213-9 dans les quatre derniers jours de la période de maintien en zone d'attente, la période de détention est prorogée d'office de quatre jours à compter du dépôt de recours.

Le Juge des Libertés et de la Détention est informé immédiatement de cette prorogation. Il peut y mettre un terme. La décision de prorogation est inscrite sur le registre prévu à l'article L 221-3 et elle est portée à la connaissance de Monsieur le Procureur de la République.

Les dispositions sur délai de recours reste maintenu à 1 mois. Cependant, l'OFPRA notifie par écrit sa décision au demandeur d'asile. Le législateur a

inséré une disposition nouvelle : aucune décision de ne peut naître du silence gardé par l'OFPRA.

L'article 39 de la loi prévoit que la nationalité française peut être réclamée, au nom de l'enfant mineur né en France de parents étrangers, à partir de l'âge de 13 ans. Ceci, avec la condition de résidence habituelle qui doit être remplie à partir de 8 ans et le consentement du mineur est en principe requis.

L'article L 511-1 du CESEDA est complété par le principe de l'absence de motivation des obligations de quitter le territoire français (O.Q.T.F.).

Dans le souci de se conformer à l'arrêt GEBREMEDIEN du 26 avril 2007 (C.E.D.H), le législateur a pris des dispositions nouvelles sur le contentieux des demandeurs d'asile à la frontière. En un mot, l'étranger qui a fait l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire au titre de l'asile peut, dans les 48 heures suivant la notification de cette décision, en demander l'annulation par requête motivée adressée au Président du Tribunal administratif compétent. Ce dernier statue dans un délai de 72 heures à compter de sa saisine.

L'étranger peut bénéficier d'un interprète et être assisté d'un Conseil. Cependant, le Président du TA ou le magistrat désigné peut, par ordonnance motivée, « donner acte des désistements, constater qu'il n'y a pas lieu de statuer » et rejeter les recours ne relevant pas de sa compétence (forme du recours), recours entachés d'une irrecevabilité manifeste ou manifestement mal fondés.

Le procédé de « filtre » du Tribunal administratif est utilisé. C'est pourquoi une rigueur est exigée du Conseil dans la rédaction de son recours ou de l'étranger qui rédige lui-même son recours.

En principe, l'audience a lieu dans la salle d'audience du TA compétent. Toutefois, il est possible que l'audience ait lieu dans la salle d'attente si l'étranger s'y oppose. Le législateur a prévu à cet effet l'utilisation d'un moyen de communication audiovisuelle qui garantit la confidentialité des débats.

Dans les deux cas, le principe de la publicité des débats reste maintenu. Le jugement rendu est susceptible d'appel dans un délai de 45 jours devant le Président de la Cour d'appel administrative territorialement compétente. L'appel n'a pas d'effet suspensif. En cas de décision favorable du Tribunal administratif, l'étranger est autorisé à entrer en France, muni d'un visa de régularisation afin de saisir l'OFPRA (voir article L213-9 du CESEDA).

La loi sur les étrangers du 20 novembre 2007 est loin d'avoir épuisé tous les problèmes relatifs à l'immigration, à l'intégration et à l'asile dans notre pays.